



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} août 2019

Session de 2019

Point 15 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par le Conseil économique et social le 23 juillet 2019

[sur la recommandation de la Commission économique pour l'Afrique
([E/2019/15/Add.1](#))]

2019/31. Examen de la structure intergouvernementale de la Commission économique pour l'Afrique en application des résolutions 943 (XLIX) et 957 (LI) de la Commission

Le Conseil économique et social,

Prenant note de la résolution 966 (LII) adoptée le 26 mars 2019 par la Commission économique pour l'Afrique,

Approuve les ajustements qu'il est proposé d'apporter à la structure intergouvernementale de la Commission économique pour l'Afrique, tels qu'ils figurent dans la résolution 966(LII) de la Commission, dont le texte est annexé à la présente résolution.

*37^e séance plénière
23 juillet 2019*

Annexe

Résolution 966 (LII) Examen de la structure intergouvernementale de la Commission économique pour l'Afrique en application des résolutions 943 (XLIX) et 957 (LI) de la Commission

La Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant sa résolution 908 (XLVI) du 26 mars 2013, dans laquelle elle a donné pour mandat au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de réaligner les programmes et priorités de la Commission conformément à la nouvelle orientation stratégique, le but étant de soutenir le programme de développement porteur de transformation de l'Union africaine,



Rappelant également sa résolution 943 (XLIX) du 5 avril 2016, dans laquelle elle a demandé au Secrétaire exécutif de procéder à un examen indépendant, global et approfondi de la structure intergouvernementale de la Commission, y compris de ses comités intergouvernementaux d'experts,

Rappelant en outre sa résolution 957 (LI) du 15 mai 2018, dans laquelle elle a décidé de donner au secrétariat un délai supplémentaire pour approfondir l'examen et l'analyse de la structure intergouvernementale de la Commission, et prié la Secrétaire exécutive de rendre compte à la Conférence des ministres, à sa session suivante, de la restructuration de l'appareil de conférence et des organes subsidiaires de la Commission, y compris les comités intergouvernementaux d'experts,

Notant que, dans sa résolution 72/279 du 31 mai 2018, l'Assemblée générale a réaffirmé le rôle et les fonctions que joue le système des Nations Unies pour le développement au niveau régional, y compris les commissions économiques régionales et les équipes régionales du système des Nations Unies pour le développement, souligné la nécessité de remédier aux lacunes et aux chevauchements au niveau régional, et approuvé une approche progressive de la restructuration du système des Nations Unies pour le développement à l'échelon régional,

Prenant note des nouvelles orientations stratégiques de la Commission économique pour l'Afrique pour une Afrique autonome et transformée et de la réforme structurelle du secrétariat de la Commission visant à mettre en œuvre des idées et des mesures pour une Afrique autonome, inclusive et transformée dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030¹ et de l'Agenda 2063 : l'Afrique que nous voulons, grâce à ses trois fonctions essentielles, à savoir sa fonction de centre de réflexion, sa fonction de mobilisation et sa fonction opérationnelle²,

1. *Prend note* de l'examen de la structure intergouvernementale, de ses conclusions et de ses recommandations ;

2. *Approuve* les ajustements suivants qu'il est proposé d'apporter à la structure intergouvernementale de la Commission économique pour l'Afrique :

a) Organiser les organes subsidiaires sectoriels comme suit :

- i) Comité de la gouvernance économique ;
- ii) Comité des statistiques et des données ;
- iii) Comité du développement du secteur privé, de l'intégration régionale, du commerce, des infrastructures, de l'industrie et de la technologie ;
- iv) Comité des changements climatiques, de l'économie bleue, de l'agriculture et de la gestion des ressources naturelles ;
- v) Comité du développement social, de la lutte contre la pauvreté et du genre ;

b) Rebaptiser les comités intergouvernementaux d'experts qui existent au niveau sous-régional « comités intergouvernementaux de hauts fonctionnaires et d'experts », en vue d'assurer l'adoption effective des politiques et une plus grande participation des hauts fonctionnaires aux travaux de ces comités.

¹ Résolution 70/1 de l'Assemblée générale.

² Voir résolution 2018/23, annexe.